



# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne  
Semaine du 10 mars 2025

### Faits saillants

- **Or** : record des ventes de lingots aux Etats-Unis dans un contexte de crainte de surtaxes douanières du métal jaune
- Un nouveau Conseiller fédéral à la défense, en pleine crise après les démissions des chefs de l'Armée et du Renseignement.
- La Confédération devrait conserver le contrôle de l'entreprise spatiale Beyond Gravity

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/03	Var. vs 06/03
EUR/CHF	0,9597	+ 0,3 %
USD/CHF	0,8823	- 0,4 %
SMI	12 836	- 1,5 %
Taux 10a	0,769 %	+ 12 pb

### Macroéconomie

**Relations Suisse-US** : Alors que les Etats-Unis ont placé la Suisse sur une liste de pays aux « méthodes commerciales déloyales », aux côtés des Etats du G20 et des pays affichant une balance commerciale de biens fortement excédentaire vis-à-vis des Etats-Unis, la Secrétaire d'Etat à l'économie, Hélène Budliger Artieda, a défendu la position suisse en rappelant que le pays avait unilatéralement supprimé ses droits de douane sur les produits industriels depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et que la Suisse était le 6<sup>ème</sup> investisseur étranger aux Etats-Unis, à l'origine d'un demi-million d'emplois créés, représentant un revenu moyen de 131 000 dollars par emploi. En outre, le SECO (ainsi que l'AmCham) a pu rappeler que l'excédent commercial avec les Etats-Unis se réduisait nettement pour être proche de l'équilibre dès lors qu'était pris en compte les services dans la relation bilatérale. Comme la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, et le conseiller fédéral à l'économie Guy Parmelin, Hélène Budliger Artieda adopte ainsi une approche prudente, affirmant que la Suisse ne participerait pas à une guerre commerciale et qu'elle devait au contraire maintenir « les portes ouvertes à l'UE, aux Etats-Unis et à la Chine », ses trois principaux marchés.

**Or** : Dans le sillage des menaces liées à d'importantes surtaxes douanières décidées par le Président américain, la demande en or en provenance des Etats-Unis s'est envolée ces dernières semaines pour atteindre des seuils records. Les investisseurs institutionnels et les particuliers américains ont en effet largement rehaussé leur demande d'importation d'or, valeur refuge par excellence, a fortiori dans le contexte des incertitudes géopolitiques actuelles, avant que d'éventuels tarifs douaniers spécifiques ne soient adoptés. Les exportations d'or de Suisse vers les Etats-Unis ont ainsi explosé, passant d'un peu moins d'une dizaine de tonnes par mois en moyenne sur l'année écoulée à 68 tonnes en décembre et 195 tonnes en janvier (à comparer avec un chiffre inférieur à 2 tonnes en janvier 2024). Les fonderies présentes dans le pays tournent ainsi actuellement à plein régime, avec une forte hausse en parallèle d'importations d'or, en particulier depuis le Royaume-Uni, avant leur raffinage et transformation en lingots. De fait, jamais la Suisse n'avait vendu autant de lingots d'or sur un mois à un pays étranger. Cette hausse soutient logiquement le cours de l'once qui a ainsi dépassé, pour la première fois de son histoire, le seuil des 3000 USD (+13% depuis janvier). Pour rappel, les Etats-Unis détiennent la plus grande réserve d'or au monde (près d'un quart).

## Secteur financier

**FINMA:** L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), très critiquée après la chute de Credit Suisse, notamment par le rapport de la Commission d'Enquête Parlementaire (CEP) publié fin 2024, a réagi cette semaine par le biais de son directeur, Stefan Walter. Ce dernier a appelé à renforcer la surveillance du secteur financier au moyen de pouvoirs accrus. Stefan Walter souhaite ainsi que la FINMA puisse: (i) intervenir plus en amont, avec la possibilité d'infliger des sanctions financières, (ii) disposer de davantage de compétences concernant la gouvernance et les rémunérations, et (iii) avoir une surveillance plus proactive. Selon lui, l'indépendance de la FINMA devrait être réaffirmée face aux pressions politiques et les ressources de l'institution devraient être adaptées aux risques actuels (cyberattaques, blanchiment, etc.). Le Directeur de l'institution défend enfin une meilleure transparence et l'usage de nouvelles technologies pour améliorer la supervision.

**Réglementation TBTF:** L'Association suisse des banquiers (ASB) a vivement critiqué cette semaine la réglementation sur les banques systémiques en cours de discussion au Parlement suite à la publication du rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) sur la chute de Crédit Suisse. Le directeur de l'ASB, Roman Studer, a ainsi mis en garde contre un excès de réglementation qui pourrait inciter UBS à déplacer son siège. Si le Directeur général d'UBS, S. Ermotti, s'est certes opposé à un relèvement des fonds propres qui mettrait UBS en faiblesse par rapport à ses concurrentes européennes et américaines, il n'a toutefois jamais évoqué l'hypothèse d'un départ de la Suisse.

## Secteurs non financiers

**Politique / Conseil fédéral:** Martin Pfister, historien de 61 ans, membre du parti politique Le Centre, a été élu Conseiller fédéral par le Parlement et remplacera, suivant la « formule magique » (la règle tacite qui organise la répartition entre partis politiques des sept sièges du Conseil fédéral), Viola Amherd, également centriste, qui avait annoncé sa démission en janvier. Jamais élu au niveau fédéral jusqu'ici, il était moins connu que son concurrent Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans et figure influente de la politique agricole. Il a cependant su convaincre par son calme, son esprit analytique, son ouverture à l'UE et sa capacité de gestion, notamment pendant la pandémie, ayant été ministre de la santé du canton de Zoug. Il reprend la direction du Département de la défense, en pleine crise après les démissions des chefs de l'Armée et du Renseignement.

**Spatial:** La privatisation de Beyond Gravity, l'équipementier spatial précédemment connu sous le nom de Ruag Space, envisagée par le Conseil fédéral, devra être reconsidérée. Le Conseil des États, chambre haute du Parlement, a en effet adopté cette semaine une motion suspendant la vente de l'entreprise et réclamant la création d'une base légale permettant à la Confédération d'en conserver le contrôle. Cette décision rejoint celle du Conseil national, la chambre basse, qui avait déjà soutenu la motion en septembre 2024. Les défenseurs de cette mesure estiment que, dans un contexte géopolitique incertain, Beyond Gravity constitue un atout stratégique en matière de souveraineté et d'innovation pour la Suisse. Le Conseil fédéral, qui avait plaidé pour la vente de Beyond Gravity, arguant que celui-ci ne remplissait pas de mandat de service public et présentait surtout un besoin d'investissements trop élevé pour la confédération pour pouvoir demeurer compétitive, doit désormais clarifier la manière dont il entend mettre en œuvre cette motion et garantir le contrôle de l'État sur l'entreprise. Plusieurs options sont envisagées, parmi lesquelles l'ouverture du capital à des investisseurs privés tout en maintenant une participation majoritaire ou une minorité de blocage.

**Sidérurgie:** Le Conseil fédéral a officiellement instauré l'aide d'État, votée par le Parlement (cf. [Veille économique et financière du 13 au 20 décembre](#)) et assortie de plusieurs conditions strictes, pour soutenir les entreprises sidérurgiques stratégiques face à la hausse des prix de l'énergie. Ce soutien, d'une durée de quatre ans, concerne Stahl Gerlafingen, Swiss Steel, Novelis et Constellium et prend la forme d'un rabais progressif sur les taxes d'utilisation du réseau électrique. Les entreprises bénéficiaires doivent respecter plusieurs conditions comme de ne pas verser de rémunérations variables à leur direction, établir une feuille de route précise pour atteindre le zéro net d'ici 2025 et maintenir leurs sites en Suisse. Estimé à 37 M CHF, l'aide sera financée par les consommateurs d'électricité, pour un surcoût annuel de 3 CHF pour les ménages et jusqu'à 100 CHF pour les grandes entreprises. Ce soutien intervient alors que les États-Unis ont imposé de nouveaux droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium à de nombreux pays, notamment l'Union européenne, une mesure protectionniste rappelant celle de 2018 pour laquelle la Suisse n'a jamais été exemptée. Le secteur sidérurgique craint de nouvelles perturbations sur le marché international qui freinerait les exportations suisses vers l'UE.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

*Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

*Crédits visuels : Pixabay*